

Le retour du boomerang

Par [Jean-François Bayart, Professeur à l'IHEID \(Genève\), directeur de la chaire d'Etudes africaines comparées \(UM6P, Rabat\)](#) – 15 novembre 2015 à 12:31

Les origines de ce 13 novembre sont aussi à chercher du côté de la politique étrangère de l'Europe et de la France ces quarante dernières années. La démission de l'Europe sur la question palestinienne, l'occasion manquée avec la Turquie que l'on aurait pu si facilement arrimer à l'UE, l'alliance de la France avec les pétromonarchies... sont autant d'erreurs qui n'ont fait qu'aggraver le désastre et nourrir rancœur et radicalisation au Proche-Orient.

Au-delà de la polémique électoralement intéressée, et assez indigne, sur les mesures de sécurité prises, ou mal prises, par le gouvernement, la classe politique, les médias, l'opinion elle-même devraient s'interroger sur leurs responsabilités de longue durée dans le désastre que nous vivons. Celui-ci est le fruit vénéneux d'un enchaînement d'erreurs que nous avons commises depuis au moins les années 1970, et que nous avons démocratiquement validées dans les urnes à intervalles réguliers.

La démission de l'Europe sur la question palestinienne, dès lors que sa diplomatie commençait là où s'arrêtaient les intérêts israéliens, a installé le sentiment d'un «deux poids deux mesures», propice à l'instrumentalisation et à la radicalisation de la rancœur antioccidentale, voire antichrétienne et antisémite. L'alliance stratégique que la France a nouée avec les pétromonarchies conservatrices du Golfe, notamment pour des raisons mercantiles, a compromis la crédibilité de son attachement à la démocratie – et ce d'autant plus que dans le même temps elle classait comme organisation terroriste le Hamas palestinien, au lendemain de sa victoire électorale incontestée. Pis, par ce partenariat, la France a cautionné, depuis les années 1980, une propagande

salafiste forte de ses pétrodollars, à un moment où le démantèlement de l'aide publique au développement, dans un contexte néolibéral d'ajustement structurel, paupérisait les populations, affaiblissait l'Etat séculariste et ouvrait une voie royale à l'islamo-Welfare dans les domaines de la santé et de l'éducation en Afrique et au Moyen-Orient.

Son alliance avec les pétromonarchies arabes a aussi conduit la France à appuyer diplomatiquement et militairement la guerre d'agression de l'Irak contre l'Iran (1980-1988) et à ostraciser ce dernier, alors qu'il représente, avec la Turquie, le seul môle de stabilité étatique de la région, qui détient l'une des clefs de la résolution de la plupart de ses conflits, comme nous le découvrons aujourd'hui au Liban et en Syrie. La même désinvolture a présidé à la politique de la France à l'égard d'Ankara. Au lieu d'arrimer la Turquie à la construction européenne, Paris l'a snobée, au risque de perdre toute influence auprès d'elle, de favoriser sa «poutinisation» et de l'abandonner à ses liaisons dangereuses avec des mouvements djihadistes.

Non sans cynisme, la France a joué pendant des décennies la carte de l'autoritarisme en Algérie, en Tunisie, en Egypte, en Syrie, en Irak en y voyant un gage de stabilité, en s'accommodant de la polarisation ethnoconfessionnelle sur laquelle reposaient souvent ces régimes, en espérant que les peuples se résigneraient éternellement au despotisme que l'on estimait congénital en terre d'islam, et en laissant à celui-ci le monopole de la dissidence, rendant ainsi les successions autoritaires inévitablement chaotiques. Une cocotte-minute qui explose, ce n'est jamais beau à voir.

Après avoir conforté les dictatures, la France s'est lancée avec puérilité dans l'aventure démocratique sans voir à quel point les sociétés avaient été meurtries par des décennies d'assujettissement, et en sous-estimant la froide détermination des détenteurs du pouvoir. Puis, pour résoudre d'un bombardement magique les problèmes qu'elle avait

contribué à envenimer au fil des ans, elle est à son tour entrée en guerre en suscitant de nouvelles inimitiés sans avoir les moyens de s'en préserver.

Les situations inextricables de l'Afghanistan, de l'Irak, de la Syrie, de la Libye ne sont que la résultante de ces erreurs de calcul, ou de ces calculs à courte vue. Sans doute annoncent-elles ce que nous réserve la restauration autoritaire en Algérie (dès 1991) et en Egypte (en 2014). A l'aveuglement et aux inconséquences, nous avons ajouté le déshonneur par le traitement que nous avons réservé aux réfugiés qui fuyaient les guerres que nous (ou nos alliés) avons déclenchées, en Libye et en Irak, et les autoritarismes que nous avons soutenus.

Sur le plan intérieur, le bilan est aussi accablant. Pendant que nos politiques économiques néolibérales produisaient un chômage de masse et la désindustrialisation, nous avons restreint le débat public à des questions identitaires oiseuses en courant après l'extrême droite qui en faisait son miel électoral. Pas un homme politique – hormis peut-être Dominique Strauss-Kahn en 2006, pendant sa campagne pour les primaires du PS – n'a tenu un langage de vérité sur l'immigration depuis des lustres. Au lieu de tirer avantage de ce formidable atout que représente le biculturalisme de nombre de jeunes Français, nous avons rejeté une partie importante, et bien délimitée, de ceux-ci – à savoir les musulmans – dans la marginalité, et nous avons douté de leur appartenance à la nation, ce dont certains d'entre eux ont fini par douter eux-mêmes. Des présidents de la République, des ministres, des hauts fonctionnaires ont proféré en toute impunité des paroles indignes et anticonstitutionnelles, tandis que les médias ouvraient grand leurs antennes, leurs écrans et leurs colonnes à des plumitifs racistes ou ignorants érigés en penseurs. L'asphyxie financière de l'école, de l'Université, de la recherche publique, et le poujadisme anti-intellectuel dont a fait preuve à leur rencontre la droite oublieuse que la

République dont elle se gargarise avait été celle des professeurs et des instituteurs, à la fin du 19e siècle, nous a privés des moyens de comprendre ce qui est en train de nous arriver.

Maints analystes avaient pourtant annoncé, depuis longtemps, que nous courions droit dans le mur. Nous y sommes, bien que celui-ci, comme toujours dans l'Histoire, prenne un visage inattendu. Un examen de conscience s'impose à tous, car ces erreurs, qui nous reviennent en plein visage comme un boomerang, ont été commises à l'initiative de toutes les majorités qui se sont succédé au pouvoir depuis les années 1970. Si Sarkozy a sans conteste été le plus mauvais président de la République qu'ait connu la France, Giscard d'Estaing, Chirac, Mitterrand et Hollande se partagent la paternité de la politique suivie. Or, nous avons les dirigeants que nous élisons, et les médias que nous achetons. En bref, nous sommes responsables de ce qui nous arrive.

Seul un retournement radical pourrait nous en sortir : la remise en cause de la financiarisation du capitalisme qui détruit le lien social, créé la misère de masse et engendre des desperados ; une politique de sécurité qui privilégie le renseignement humain de qualité et de proximité plutôt que la surveillance systématique, mais vaine, de la population ; le rétablissement et l'amplification des libertés publiques qui constituent la meilleure riposte à l'attaque de notre société ; la révision de nos alliances douteuses avec des pays dont nous ne partageons que les contrats ; et surtout, peut-être, la lutte contre la bêtise identitaire, aussi bien celle d'une partie de notre propre classe politique et intellectuelle que celle des djihadistes. Car les Zemmour, Dieudonné, Le Pen, et Kouachi ou autres Coulibaly sont bien des «ennemis complémentaires», pour reprendre le terme de l'ethnologue Germaine Tillion.

L'alternative est claire, à trois semaines des élections, et elle est politique, au sens plein du mot. Soit nous continuons

à laisser ces phares de la pensée et leurs experts sécuritaires nous guider vers le gouffre, et notre prochain président de la République sera un Viktor Orban, peu importe qu'il soit de droite ou de gauche pourvu qu'il nous rétracte identitairement. Soit nous conjugons notre autodéfense avec la conquête de nouvelles libertés, comme avait su le faire, à une époque plus tragique encore, le Conseil national de la Résistance, pendant la Seconde Guerre mondiale. Telle serait la vraie réponse aux crétins assassins et aux histrions.

Jean-François Bayart

Professeur à l'IHEID (Genève), directeur de la chaire d'Etudes africaines comparées (UM6P, Rabat)

A notamment publié L'Islam républicain. Ankara, Téhéran, Dakar (Albin Michel, 2010)